



ÉPROUVÉE, RENTABLE ET PRATIQUE

UNE SOLUTION CONTRE LE CHANGEMENT
CLIMATIQUE ET POUR LA SÉCURISATION DES
DROITS FONCIERS DES PEUPLES AUTOCHTONES
ET DES COMMUNAUTÉS LOCALES

 Land
Rights
Now

Photo : © ILC/Oxfam

L'UN DES PLUS GRANDS DÉFIS AUXQUELS SE HEURTE L'HUMANITÉ AUJOURD'HUI EST L'ÉVOLUTION RAPIDE DES CONDITIONS CLIMATIQUES ET LA MENACE QU'ELLE REPRÉSENTE POUR LA VIE TERRESTRE. MAIS LES GOUVERNEMENTS, LES INSTITUTIONS MULTILATÉRALES ET LE SECTEUR PRIVÉ ONT UNE SOLUTION RENTABLE, PRATIQUE ET ÉPROUVÉE À PORTÉE DE MAIN POUR LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE : L'ADOPTION DE POLITIQUES ET LA MISE EN PLACE DE PRATIQUES FAVORISANT LA SÉCURISATION DES DROITS FONCIERS DES PEUPLES AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS LOCALES.

RECOMMANDATIONS PRINCIPALES

- » **LES GOUVERNEMENTS** devraient prévoir, dans leurs contributions déterminées au niveau national (INDC), des actions visant à sécuriser les droits fonciers autochtones et communautaires afin de réduire les émissions de carbone dans le cadre de l'Accord de Paris sur le changement climatique.
- » **LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET LES ENTREPRISES** devraient prévoir, dans leurs politiques climatiques, environnementales et sociales, des actions visant à sécuriser les droits fonciers autochtones et communautaires, et assurer leur respect dans le cadre de toutes leurs interventions.
- » **LES INITIATIVES BILATÉRALES ET MULTILATÉRALES DE FINANCEMENT CLIMATIQUE**, telles que le Fonds vert pour le climat, devraient assurer la protection des droits fonciers, étendre les flux de financement aux réformes foncières, prévoir l'accès direct des peuples autochtones et communautés locales, et protéger leurs droits.



Photo : ©ILC/Jason Taylor, Nicaragua

La sécurisation des droits fonciers autochtones et communautaires permet d'améliorer les conditions de vie de ces populations en mettant un frein à la pauvreté et en protégeant leurs cultures¹, mais elle joue également un rôle essentiel pour atténuer le changement climatique et aider les communautés à s'y adapter et à faire preuve de résilience face à ses effets négatifs. Dans le contexte actuel, caractérisé par une hausse des températures et une surconsommation des ressources naturelles par l'être humain², le respect de ces droits aide à assurer la stabilité de notre planète et à éviter les conséquences catastrophiques en termes de paix, de croissance économique, de protection de la biodiversité et de mobilité humaine.

CLIMAT ET RÉGIMES FONCIERS : DEUX CRISES ENTREMÊLÉES

À l'échelle mondiale, près de 2,5 milliards de personnes dépendent de terres autochtones et communautaires gérées collectivement, qui représentent la moitié des terres de la planète. Ces terres sont utilisées, gérées et protégées par les peuples autochtones et communautés locales – petits exploitants agricoles, pasteurs, populations tributaires de la forêt, pêcheurs – depuis des générations. Pourtant, seul un cinquième d'entre elles bénéficie d'une reconnaissance formelle par les gouvernements³.

Les 40 % de la surface de la Terre restants sont ainsi exposés aux pressions commerciales⁴ et à la destruction environnementale. D'après certaines estimations, près de la moitié des transactions foncières à grande échelle recensées depuis 2000 concernent des terres revendiquées par des communautés et des peuples autochtones, et ont, pour une grande majorité d'entre elles, eu lieu en l'absence de consentement des populations concernées⁵. Certaines études laissent entendre que plus de 93 % des territoires destinés à des usages commerciaux sont habités⁶.

Notre façon d'aborder la crise des régimes fonciers a des conséquences non négligeables sur notre capacité à gérer la crise climatique actuelle !

- 1 Oxfam, Coalition internationale pour l'accès à la terre et Initiative des droits et ressources, 2016, Terres communes. Sécuriser les droits fonciers et protéger la planète, Oxford : Oxfam. Disponible à l'adresse https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/bp-common-ground-land-rights-020316-fr.pdf
- 2 Stockholm Resilience Centre, n. d., « The Nine Planetary Boundaries ». Disponible à l'adresse <http://www.stockholmresilience.org/research/planetary-boundaries/planetary-boundaries/about-the-research/the-nine-planetary-boundaries.html>
- 3 Initiative des droits et ressources, 2015, À qui appartiennent les terres du monde ?, Washington, D.C. : Initiative des droits et ressources. Disponible à l'adresse <http://rightsandresources.org/fr/publication/whoownstheand/#.WODHqhLhCRs>
- 4 W. Anseeuw, L. Alden Wily, L. Cotula et M. Taylor, 2012, Les droits fonciers et la ruée sur les terres. Conclusions du projet de recherche sur les pressions commerciales sur les terres dans le monde, Rome : Coalition internationale pour l'accès à la terre. Disponible à l'adresse <http://www.landcoalition.org/fr/resources/les-droits-fonciers-et-la-ruée-sur-les-terres>
- 5 K. Nolte, W. Chamberlain et M. Giger, 2016, International Land Deals for Agriculture. Fresh Insights from the Land Matrix: Analytical Report II. Berne, Montpellier, Hambourg, Pretoria : Centre for Development and Environment, Université de Berne ; Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement ; German Institute of Global and Area Studies ; Université de Pretoria ; Bern Open Publishing. Disponible à l'adresse http://www.landmatrix.org/media/filer_public/ab/c8/abc8b563-9d74-4a47-9548-cb59e4809b4e/land_matrix_2016_analytical_report_draft_ii.pdf
- 6 A. Alforte, J. Angan, J. Dentith, K. Domondon, L. Munden, S. Murday et L. Pradela, 2014, Communities as Counterparties. Preliminary Review of Concessions and Conflict in Emerging and Frontier Market Concessions, Washington, D.C. : Initiative des droits et ressources. Disponible à l'adresse http://www.rightsandresources.org/wp-content/uploads/Communities-as-Counterparties-FINAL_Oct-21.pdf

IL EST ESSENTIEL DE SÉCURISER LES DROITS FONCIERS AUTOCHTONES ET COMMUNAUTAIRES SI NOUS VOULONS LIMITER LA HAUSSE DES TEMPÉRATURES MONDIALES À 1,5 °C.

L'absence de sécurité foncière empêche les communautés de protéger leur écosystème, les sols et les sources d'eau, et la biodiversité locale⁷. Elle menace la gestion communautaire des forêts, qui représentent l'un des plus importants puits de carbone terrestre. Nous approchons à grands pas du point de non-retour en matière de déforestation, qui s'accompagnera inévitablement d'un réchauffement accéléré de la planète⁸. Seule la sécurisation des droits communautaires sur les forêts permettra de remédier à cette catastrophe.

Les effets du changement climatique sur la vie et les moyens de subsistance se font sentir partout dans le monde. Une étude de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a récemment conclu que les conséquences du changement climatique sur l'agriculture et la sécurité alimentaire étaient déjà extrêmement préoccupantes⁹. Au Pakistan, par exemple, 141 événements extrêmes liés au climat auraient causé en moyenne 500 morts et plus de 2 milliards de dollars US de pertes économiques par an au cours des vingt dernières années, soit près de la moitié du montant de l'aide publique au développement bilatérale versée au pays en 2014¹⁰. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a nommé les peuples autochtones, les femmes et les autres personnes dépendantes des ressources naturelles comme étant les groupes susceptibles d'être particulièrement exposés¹¹.

D'après la FAO, les pressions climatiques telles que les sécheresses poussent les habitants des zones rurales à migrer¹². Elle estime que des centaines de millions de personnes seront amenées à fuir leur foyer à cause du changement climatique d'ici 2050¹³. Le monde doit déjà faire face à une crise des réfugiés – si aucune mesure n'est prise pour atténuer la crise climatique, la situation ne fera que s'aggraver.

7 J. Rosendahl, M. A. Zanella, J. Weigelt et J. Durand, 2015, Pro-Poor Resource Governance Under Changing Climates, Rome : Fonds international de développement agricole. Disponible à l'adresse <https://www.ifad.org/documents/10180/84220ddf-3be7-45aa-a6ed-dc05ae473e62>

8 Stockholm Resilience Centre, n. d., « The Nine Planetary Boundaries »

9 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2016, La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. Changement climatique, agriculture et sécurité alimentaire, Rome : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-i6030f.pdf>

10 Institut international du développement durable, 2013, in Oxfam, 2016, Food, Climate Change and Women. Women Farmers Key to Reversing Agricultural Decline in Pakistan, Document d'information d'Oxfam Pakistan.

11 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, 2007, Bilan 2007 des changements climatiques. Conséquences, adaptation et vulnérabilité. Contribution du Groupe de travail II au quatrième Rapport d'évaluation du GIEC, Cambridge : Cambridge University Press. Disponible à l'adresse https://www.ipcc.ch/publications_and_data/publications_climate_change_2007_the_ar4_synthesis_report_french.htm

12 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2016, La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture

13 Institut international pour l'environnement et le développement, 2010, in Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2016, La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture

QUAND LE CONSENSUS DE PLUS EN PLUS MARQUÉ AU NIVEAU INTERNATIONAL SE HEURTE À UNE PARALYSIE TOTALE DANS LES FAITS

Le consensus concernant l'importance des droits fonciers autochtones et communautaires pour le développement durable, la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique est de plus en plus marqué. Les objectifs de développement durable (ODD) comportent des engagements explicites visant à sécuriser les droits fonciers afin de mettre fin à la pauvreté (objectif 1), d'éradiquer la faim (objectif 2) et d'atteindre l'égalité entre les sexes (objectif 5). Les droits fonciers autochtones et communautaires sécurisés contribuent également à la protection des écosystèmes aquatiques (objectif 6), à la lutte contre le changement climatique (objectif 13), à la réduction des inégalités (objectif 10) et à la protection de la vie terrestre (objectif 15). L'Accord de Paris de 2015 souligne le rôle « des connaissances traditionnelles, du savoir des peuples autochtones et des systèmes dexconnaissances locaux » dans les actions d'adaptation au changement climatique. Les études montrent que les peuples autochtones et les communautés locales contribuent pour une large part au Plan stratégique pour la diversité biologique de la Convention sur la diversité biologique¹⁴. En 2016, l'Union internationale pour la conservation de la nature a demandé au secteur privé de « respecter toutes les catégories d'aires protégées définies par l'UICN en tant que zones "interdites" aux activités industrielles (...) portant préjudice à l'environnement » et insisté sur la nécessité de rechercher et respecter le consentement libre, préalable et en connaissance de cause des peuples autochtones¹⁵.

14 Forest Peoples Programme, Forum international des peuples autochtones sur la biodiversité et Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, 2016, Perspectives locales de la diversité biologique. Contributions des peuples autochtones et des communautés locales à la mise en œuvre du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020, Moreton-in-Marsh, Angleterre : FPP. Disponible à l'adresse <http://localbiodiversityoutlooks.net/>

15 Union internationale pour la conservation de la nature, 2016, « Les aires protégées et autres zones importantes pour la biodiversité dans le contexte d'activités industrielles et du développement d'infrastructures portant préjudice à l'environnement », UICN WCC-2016-Rec-102. Disponible à l'adresse <https://portals.iucn.org/congress/fr/motion/026>

POURQUOI LES DROITS FONCIERS AUTOCHTONES ET COMMUNAUTAIRES CONSTITUENT-ILS UN ÉLÉMENT SI INCONTOURNABLE DE LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ?

- » De plus en plus d'éléments montrent que la reconnaissance juridique des droits fonciers autochtones et communautaires a des conséquences majeures sur l'atténuation du changement climatique et sur la résilience et l'adaptation des populations à ses effets négatifs.

LES TERRES AUTOCHTONES ET COMMUNAUTAIRES NON PROTÉGÉES STOCKENT DE VASTES QUANTITÉS DE CARBONE

- » Les terres forestières communautaires contiennent au moins un quart du carbone stocké au-dessus du sol dans les forêts tropicales, soit 54 546 millions de tonnes, l'équivalent de quatre fois le carbone total émis en 2014 dans le monde¹⁶.
- » Au moins un dixième du carbone stocké dans les forêts tropicales du monde – soit environ 22 322 millions de tonnes – se trouve dans des forêts autochtones et communautaires ne bénéficiant pas d'une reconnaissance formelle¹⁷.
- » Les prairies stockent environ 34 % du carbone terrestre mondial¹⁸, mais les communautés autochtones et les pasteurs nomades chargés de leur gestion jouissent rarement de droits fonciers sécurisés¹⁹.

LA PROTECTION DES TERRES AUTOCHTONES ET COMMUNAUTAIRES PEUT CONTRIBUER À UNE RÉDUCTION IMPORTANTE DES ÉMISSIONS DE CARBONE

- » Les terres autochtones sécurisées sont moins exposées à la déforestation que les zones similaires dépourvues de sécurité foncière et que les terres couvertes par d'autres types de régimes, telles que les zones protégées par les gouvernements²⁰. Par exemple, dans l'Amazonie brésilienne, le taux de déforestation des forêts appartenant aux communautés et aux peuples autochtones est 11 fois moins important que dans les autres forêts de la région ; dans le Petén guatémaltèque, ce taux est 20 fois moins important. Il est même 350 fois inférieur dans les forêts du Yucatan mexicain²¹.

16 Initiative des droits et ressources, 2016, Vers une base de référence mondiale de stockage du carbone sur les terres collectives, Washington, D.C. : Initiative des droits et ressources. Disponible à l'adresse <https://rightsandresources.org/fr/publication/global-baseline-carbon-storage-collective-lands/#.WODXXhLhCRs>

17 Initiative des droits et ressources, 2016, Vers une base de référence mondiale de stockage du carbone sur les terres collectives

18 C. Neely, S. Bunning et A. Wilkes, 2009, in D. McGahey, J. Davies, N. Hagelberg et R. Quedraogo, 2014, Pastoralism and the Green Economy – A Natural Nexus?, Nairobi : Union internationale pour la conservation de la nature et Programme des Nations Unies pour l'environnement. Disponible à l'adresse <https://portals.iucn.org/library/node/44878>

19 Coalition internationale pour l'accès à la terre, 2016, Des gardiens itinérants : pourquoi il est essentiel de sécuriser les droits fonciers des populations pastorales, Rome : Coalition internationale pour l'accès à la terre. Disponible à l'adresse <http://www.landcoalition.org/en/regions/global-including-europe/resources/nomadic-custodians-case-securing-pastoralist-land-rights>

20 H. Ding, P. Veit, E. Gray, K. Reyta, J. Altamirano, A. Blackman et B. Hodgdon, 2016, Climate Benefits, Tenure Costs. The Economic Case for Securing Indigenous Land Rights in the Amazon, Washington, D.C. : World Resources Institute. Disponible à l'adresse <http://www.wri.org/publication/climate-benefits-tenure-costs>

21 C. Stevens, R. Winterbottom, J. Springer et K. Reyta, 2014, Securing Rights, Combating Climate Change. How Strengthening Community Forest Rights Mitigates Climate Change. Washington, D.C. : World Resources Institute et Initiative des droits et ressources. Disponible à l'adresse <http://www.wri.org/publication/securing-rights-combating-climate-change>



- » La réduction de la déforestation des zones autochtones sécurisées et autres forêts protégées de l'Amazonie brésilienne pourrait protéger près de 27,2 millions d'hectares de forêts d'ici 2050 et éviter ainsi l'équivalent de 3 ans d'émissions de carbone pour tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes réunis²².
- » Au Brésil, les forêts communautaires contiennent 36 % de plus de carbone par hectare que les forêts non communautaires²³.
- » Les droits fonciers sécurisés sont essentiels à la gestion durable des prairies du monde entier, qui peuvent séquestrer environ 10 % du carbone annuel émis par l'activité humaine²⁴.
- » En Mongolie, l'accès amélioré et le contrôle renforcé des communautés sur les pâturages ont permis de réhabiliter les terres de parcours et d'améliorer la biodiversité et les services écosystémiques, tout en augmentant les revenus des communautés pastorales²⁵.

LES DROITS FONCIERS NON PROTÉGÉS ACCENTUENT LA VULNÉRABILITÉ AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DES PEUPLES AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS LOCALES

- » Les peuples autochtones privés de régime foncier sécurisé et déplacés par le typhon Haiyan aux Philippines ont été dans l'incapacité de rentrer chez eux et de reconstruire leur habitat²⁶.
- » La hausse de la fragmentation, la perte de pâturages et l'obstruction des routes migratoires menacent les moyens d'existence reposant sur la mobilité des pasteurs nomades. Cette mobilité est pourtant indispensable au maintien de leur résilience face à aux phénomènes climatiques imprévisibles et extrêmes²⁷.

LA SÉCURISATION DES DROITS FONCIERS AUTOCHTONES ET COMMUNAUTAIRES PERMET DE RÉPONDRE À MOINDRE COÛT AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Selon les estimations, la sécurisation des forêts autochtones du bassin amazonien peut entraîner des bénéfices nets, en termes d'émissions de carbone évitées et d'autres services écosystémiques, allant de 4 559 à 10 274 dollars par hectare sur une période de 20 ans. Ceci se traduit par des bénéfices économiques potentiels totaux allant de 700 à 1 561 milliards de dollars pour la Bolivie, la Colombie et le Brésil réunis. Au cours des 20 prochaines années, le coût de la sécurisation des droits dans ces trois pays ne s'élèvera qu'à quelques dollars par hectare, soit moins de 1 % des bénéfices totaux²⁸.

22 Stevens et al., 2014, Securing Rights, Combating Climate Change

23 Stevens et al., 2014, Securing Rights, Combating Climate Change

24 P. J. Gerber, H. Steinfeld, B. Henderson, A. Mottet, C. Opio, J. Dijkman, A. Faluccci et G. Tempio 2013, in McGahey et al., 2014, Pastoralism and the Green Economy

25 P. Herrera, J. Davies et P. Manzano (dir.), 2014, in McGahey et al., 2014, Pastoralism and the Green Economy

26 Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, 2014, « Typhoon Haiyan: Indigenous People Seek to Break Cycle of Displacement ». Disponible à l'adresse <http://unhcr.ph/human-stories/typhoon-haiyan-indigenous-people-seek-to-break-cycle-of-displacement>

27 Coalition internationale pour l'accès à la terre, 2016, Des gardiens itinérants

28 Ding et al., 2016, Climate Benefits, Tenure Costs

RÉSERVE DE BIOSPHERE MAYA AU GUATEMALA

La **réserve de biosphère maya** au Guatemala a été créée en 1990 afin de protéger la dernière grande forêt tropicale humide d'Amérique centrale. Elle se compose d'une zone centrale bénéficiant d'une protection totale et d'une bonne dizaine de zones à usages multiples où l'extraction de bois et d'autres produits forestiers est autorisée. Dans les faits, ce système reconnaît les droits des communautés locales à utiliser et gérer ces zones et leur permet de participer directement à leur protection.

Entre 2002 et 2007, les forêts communautaires de la réserve étaient soumises à un taux de déforestation vingt fois moins important que celui du reste de la réserve. Si la situation actuelle se maintient, près de 40 % des forêts de la réserve seront perdues d'ici 2050, et la majeure partie de la couverture forestière restante se situera dans des zones gérées par les communautés. L'expérience des forêts communautaires du Guatemala illustre les répercussions importantes qu'a l'intégration des droits fonciers communautaires dans les stratégies de protection de l'environnement en matière d'atténuation du changement climatique²⁹.

29 D. Hughell et R. Butterfield, 2008, in Oxfam, Coalition internationale pour l'accès à la terre et Initiative des droits et ressources, 2016, Terres communes

ÉVITER LES FAUSSES SOLUTIONS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

De nombreuses « solutions » proposées pour atténuer le changement climatique constituent en réalité une violation des droits fonciers autochtones et communautaires et entraînent d'importantes émissions de carbone.

Des projets à grande échelle mis en place en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud pour répondre à la hausse de la demande européenne de biocarburants ont entraîné une exploitation de droits fonciers non protégés, et le défrichage de terres effectué dans ce cadre a largement contribué aux émissions de carbone³⁰.

Certains projets hydroélectriques de grande envergure produisent également d'importantes émissions de carbone et causent des dommages irréversibles aux écosystèmes aquatiques et forestiers locaux³¹. Ils ont par ailleurs donné lieu au déplacement à grande échelle des communautés locales et favorisé la violation de leurs droits fondamentaux³².

De nombreuses zones protégées coïncident avec des terres communautaires dotées d'une grande diversité biologique. L'idée fausse selon laquelle les zones protégées doivent être dépourvues d'êtres humains a alimenté un siècle d'expulsions forcées. Un rapport publié par les Nations Unies en 2016 a conclu que ces expulsions – qui violent les droits des communautés et les empêchent de continuer à jouer leur rôle de protecteurs de l'environnement – se poursuivent encore à l'heure actuelle³³.

Pour être efficaces, les projets d'atténuation du changement climatique doivent impérativement respecter les droits fonciers des peuples autochtones et des communautés locales.

DES DÉFENSEURS DES DROITS FONCIERS ET ENVIRONNEMENTAUX DE PLUS EN PLUS MENACÉS

Les peuples autochtones et les communautés locales sont les premiers défenseurs de la terre et des ressources naturelles. Ils prennent souvent des risques extrêmes en menant des actions pacifiques dans ce cadre. L'intensification de la ruée mondiale sur les terres s'est accompagnée d'une hausse des risques pour ces populations.

Les projets non durables auxquels s'opposent ces défenseurs étant souvent appuyés par des intérêts puissants, les tentatives de les marginaliser et de discréditer leurs actions se multiplient. Ils font souvent l'objet, ainsi que leur famille, de menaces de mort, d'intimidations, de harcèlement, sans pour autant bénéficier d'une protection.

- 30 Oxfam, 2016, Agrocarburants : comment l'Europe réchauffe la planète, Document d'information d'Oxfam. Disponible à l'adresse <https://www.oxfam.org/fr/rapports/agrocarburants-comment-leurope-rechauffe-la-planete> ; Stevens et al., 2014, Securing Rights, Combating Climate Change
- 31 International Rivers, 2015, « Dix raisons pour lesquelles les initiatives climatiques ne devraient pas inclure de grands projets hydroélectriques ». Disponible à l'adresse <https://www.internationalrivers.org/fr/dix-raisons-pour-lesquelles-les-initiatives-climatiques-ne-devraient-pas-inclure-de-grands-projets>
- 32 International Rivers, 2015, « Dix raisons pour lesquelles les initiatives climatiques ne devraient pas inclure de grands projets hydroélectriques »
- 33 Nations Unies, 2016, « Conservation et droits des peuples autochtones. Rapport à l'Assemblée générale ». Disponible à l'adresse <http://unsr.vtaulicorpuz.org/site/images/docs/annual/2016-annual-ga-a-71-229-fr.pdf>

En 2015, au moins 185 défenseurs des droits fonciers et environnementaux – dont 40 % étaient issus de peuples autochtones – ont trouvé la mort en raison de leur action. Cela représente plus de trois assassinats par semaine³⁴.

La sécurisation des droits fonciers autochtones et communautaires permettra de protéger ces personnes contre les menaces auxquelles elles sont confrontées.

RECOMMANDATIONS³⁵

Les plans nationaux visant à lutter contre le changement climatique adoptés dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat signé par 167 pays ne comportent à l'heure actuelle aucun engagement ferme en faveur de la sécurisation des droits fonciers autochtones et communautaires. Il est particulièrement préoccupant de voir que de nombreux pays ayant un important couvert forestier et de forts taux de déforestation – tels que le Brésil, l'Indonésie et la RDC – n'ont pas adopté d'engagements clairs à cette fin³⁶.

À l'occasion de la Journée internationale de la Terre 2017, la campagne Land Rights Now invite toutes ses parties prenantes à prendre des mesures politiques ambitieuses pour reconnaître la sécurisation des droits fonciers autochtones et communautaires comme une solution éprouvée, rentable et pratique au changement climatique :

- 1 LES GOUVERNEMENTS** devraient prévoir, dans leurs contributions déterminées au niveau national (INDC), des actions visant à sécuriser les droits fonciers autochtones et communautaires afin de réduire les émissions de carbone dans le cadre de l'Accord de Paris sur le changement climatique.
- 2 LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET LES ENTREPRISES** devraient prévoir, dans leurs politiques climatiques, environnementales et sociales, des actions visant à sécuriser les droits fonciers autochtones et communautaires, et assurer leur respect dans le cadre de toutes leurs interventions.
- 3 LES INITIATIVES BILATÉRALES ET MULTILATÉRALES DE FINANCEMENT CLIMATIQUE**, telles que le Fonds vert pour le climat, devraient assurer la protection des droits fonciers, étendre les flux de financement aux réformes foncières, prévoir l'accès direct des peuples autochtones et communautés locales, et protéger leurs droits.

Nous invitons également le GIEC à examiner et évaluer, dans le cadre de ses travaux préparatoires concernant le sixième rapport d'évaluation, le corpus grandissant de données montrant le rôle important joué par les droits fonciers autochtones et communautaires sécurisés dans l'atténuation du changement climatique.

- 34 Global Witness, 2016, On Dangerous Ground. 2015's Deadly Environment: The Killing and Criminalization of Land and Environmental Defenders Worldwide, Londres : Global Witness. Disponible à l'adresse https://www.globalwitness.org/documents/18482/On_Dangerous_Ground.pdf.
- 35 Pour consulter l'ensemble de recommandations de la campagne Land Rights Now, voir Oxfam, Coalition internationale pour l'accès à la terre et Initiative des droits et ressources, 2016, Terres communes
- 36 Analyse de 161 contributions volontaires déterminées au niveau national (INDC) soumises au nom de 188 pays en vue de la COP21, in Initiative des droits et ressources, 2016, Indigenous People and Local Community Tenure in the INDCs: Status and Recommendations, Washington, D.C. : Initiative des droits et ressources. Disponible à l'adresse <http://rightsandresources.org/en/publication/indigenous-peoples-local-community-tenure-indcs/>



Photo: ©ILLC/Jason Taylor, Ouganda



À PROPOS DE LAND RIGHTS NOW

Land Rights Now est une campagne internationale visant à sécuriser les droits fonciers autochtones et communautaires partout dans le monde. Depuis son lancement en mars 2016, elle a été rejointe par plus de 500 organisations et des milliers de particuliers des quatre coins du monde (plus d'informations à l'adresse www.landrightsnow.org/fr).

Les participants de Land Rights Now de plus de 30 pays comptent se mobiliser à l'occasion de la Journée internationale de la Terre 2017 afin de manifester leur solidarité envers les héros qui luttent pour leurs droits fonciers et, au bout du compte, contre le changement climatique.

Land Rights Now s'inscrit dans l'Appel mondial à l'action sur les droits fonciers autochtones et communautaires, un mouvement de solidarité constitué d'organisations et de communautés œuvrant ensemble pour promouvoir les droits fonciers des peuples autochtones et des communautés locales grâce à des actions de mobilisation, de communication, de plaidoyer, de suivi et de soutien d'initiatives stratégiques. L'Appel mondial à l'action est le fruit d'une collaboration entre la Coalition internationale pour l'accès à la terre, l'Initiative des droits et ressources et Oxfam.